

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DU RHÔNE

Communauté de communes de la vallée du Garon



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

**N° 2023-15**

L'an deux mille vingt-trois, le quatorze mars, à 18h30.

Le Conseil communautaire dûment convoqué le 7 mars 2023, s'est réuni en session ordinaire, à Montagny, sous la présidence de Madame Françoise GAUQUELIN, Présidente.

Le secrétaire de séance désigné est : Jean-François PERRAUD

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37

Nombre de conseillers communautaires présents : 24

Nombre de conseillers communautaires absents et représentés : 10

Nombre de conseillers communautaires absents : 3

### PRESENTS :

MM. Jean-Luc BERARD, Serge BERARD, Mme Agnès BERAL, MM. Guy BOISSERIN, Jean-Marc BUGNET, Lionel BRUNEL, Mme Josiane CHAPUS, MM. Jérôme CROZET, Thierry DILLENSEGER, MM. Pierre FOUILLAND, Pierre FRESSYNET, Mme Françoise GAUQUELIN, MM. Jean-Louis GERGAUD, Jean-Philippe GILLET, Mme Patricia GRANGE, Corinne JEANJEAN, MM. Erwan LE SAUX, Guillaume LEVEQUE, Mmes Christine MARCILLIERE, Pascale MILLOT, MM. Jean-François PERRAUD, Mmes Céline ROTHEA, Anne-Claire ROUANET, Catherine STARON

### ABSENTS REPRESENTES :

Laurence BEUGRAS donne pouvoir à Lionel BRUNEL  
Dominique CHARVOLIN donne pouvoir à Patricia GRANGE  
Damien COMBET donne pouvoir à Françoise GAUQUELIN  
Marie DECHESNE donne pouvoir à Anne-Claire ROUANET  
Ernest FRANCO donne pouvoir à Catherine STARON  
Martial GILLE donne pouvoir à Céline ROTHEA  
Valérie GRILLON donne pouvoir à Pierre FRESSYNET  
Grégory NOWAK donne pouvoir à Jérôme CROZET  
Audrey PLATARET donne pouvoir à Jean-François PERRAUD  
Claire REBOUL donne pouvoir à Josiane CHAPUS

### ABSENTS :

Christiane CONSTANT  
Clémence DUCASTEL  
Daniel SERANT

Publiée le 20 mars 2023

**Objet : Garantie d'emprunts Habitat et Humanisme – 36 Rue Général de Gaulle à Brignais**

Vu le rapport par lequel Mme Françoise Gauquelin expose ce qui suit :

Vu les statuts de la Communauté de Communes de la Vallée du Garon, validés par arrêté préfectoral n°n°69-2021-06-0400006 en date du 4 juin 2021, et notamment sa compétence en matière de logement et cadre de vie,

Vu la délibération de la Communauté de Communes de la Vallée du Garon du 7 février 2017 adoptant le Programme Local de l'Habitat (PLH),

Vu la délibération de la Communauté de Communes de la Vallée du Garon instaurant une garantie des emprunts accordés aux bailleurs sociaux, adoptée en date du 25 mai 2010, modifiée en date du 30 janvier 2018, du 28 mai 2019, et du 29 septembre 2020,

Vu les articles L 5111-4 et les articles L 5214-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2305 du code Civil.

**Vu le contrat de prêt n°139260 en annexe signé entre FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME, ci-après l'emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,**

Vu la délibération de la Commune de Brignais apportant sa garantie d'emprunt à l'opération à hauteur de 25 %,

Mme Gauquelin rappelle à l'assemblée qu'afin de soutenir la production de logements locatifs sociaux, la communauté de communes apporte sa garantie aux emprunts des bailleurs sociaux, dans la limite de 50%, que ce soit pour les opérations de construction neuve, d'acquisition/amélioration ou de rénovation du patrimoine existant.

La FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME sollicite la Communauté de Communes pour une garantie de son emprunt, à hauteur de **25 %**, dans le cadre d'un programme de transfert de patrimoine de 6 logements (6 PLAI) situé 36 rue Général de Gaulle à Brignais.

**Article 1 :**

L'assemblée délibérante de la Communauté de Communes de la Vallée du Garon accorde sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 252 501,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt n°139260 constitué de 1 ligne du prêt.

La garantie est accordée à hauteur de la somme en principal de 63 125,25 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 3 :**

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

**Article 4 :**

Le Conseil Communautaire de la CCVG autorise, en conséquence, Madame la Présidente à signer les actes afférents en application de la présente délibération accordant la garantie sus visée.

Considérant qu'une convention rappelant les engagements du bailleur vis-à-vis de la collectivité, jointe à la présente délibération, est signée en deux exemplaires originaux.

Cette convention rappelle et entérine les engagements réciproques liant la collectivité et le bailleur.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité des votes :

**ACCORDE la garantie au prêt contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par la FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME, pour un programme de transfert de patrimoine de 6 logements (6 PLAI) situé 36 rue Général de Gaulle à Brignais, à hauteur de 25% des prêts contractés, soit un montant de 63 125,25 euros, augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.**

**AUTORISE Madame la Présidente à signer la convention de garantie ci-jointe, et à intervenir au contrat de prêt passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME.**

Extrait certifié conforme,

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite)*